

**Déclaration de l'UNICE* concernant la préparation de la
4ème Conférence Ministérielle de l'OMC**

Le temps presse !

L'UNICE tire la sonnette d'alarme concernant la prochaine conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra du 9 au 13 novembre à Doha au Qatar. A cinq mois de la rencontre, les conditions d'un succès sont loin d'être réunies. Les travaux de préparation à Genève piétinent faute de leadership et en raison des dissensions entre les Membres sur le lancement ou non d'un nouveau cycle de négociation. Les mouvements anti-globalisation s'organisent pour perturber le bon déroulement de la conférence et entraver la poursuite de la libéralisation des échanges et des investissements dans le cadre des règles multilatérales de l'OMC.

Il est grand temps de réagir. L'UNICE appelle tous les Membres de l'OMC et les défenseurs du système multilatéral des échanges à se mobiliser, au plus haut niveau, pour redresser la situation et oeuvrer, activement et avec détermination, vers un objectif communément partagé : l'amélioration et le renforcement d'un système qui a fait ses preuves et que de nombreux pays souhaitent rejoindre pour en tirer tous les bénéfices économiques.

Dans une situation de marchés fortement intégrés et interdépendants les alternatives à la relance du processus de libéralisation multilatéral n'apportent que des solutions partielles et limitées, susceptibles, sans un encadrement multilatéral fort, de déboucher sur des situations discriminatoires et des déséquilibres encore plus prononcés entre pays développés et pays en voie de développement. Une opposition de principe ou systématique à des propositions visant à promouvoir un développement plus équitable et plus durable des échanges et des investissements à travers le monde n'est pas une approche constructive. Le moment est venu pour que chacun, à son niveau, négociateurs, gouvernements, parlementaires, partenaires sociaux, représentants de la société civile, prenne ses responsabilités et s'engage, sans délai, dans les travaux en cours en vue de promouvoir des solutions au profit de tous en matière de développement économique et d'emploi.

Les entreprises européennes se sont résolument engagées dans cette voie depuis de nombreux mois. Elles se sont efforcées de faire des propositions équilibrées, en mesure à la fois :

- ? d'encourager et de faciliter le développement de l'initiative privée et des activités des entreprises engagées sur la scène internationale, moteurs de croissance économique et d'emploi, et
- ? de répondre aux préoccupations des pays en voie de développement et d'une partie de l'opinion publique qui voient dans la libéralisation des échanges et des investissements des menaces en termes de santé et sécurité, d'environnement et de développement durable.

* L'UNICE est la voix, auprès des institutions de l'Union européenne, de plus de 16 millions de petites, moyennes, et grandes entreprises actives en Europe. Ses membres sont 33 fédérations centrales industrielles et d'employeurs de 26 pays européens

Elles restent convaincues que le meilleur moyen d'obtenir des résultats, satisfaisants pour tous, c'est de lancer, à Doha, un nouveau cycle global de négociation qui poursuive le processus de libéralisation des marchés, améliore le cadre de règles existant et reprenne à son agenda les questions liées au commerce pour lesquels l'OMC est à même d'apporter des solutions. Il serait en revanche inapproprié de lui demander de relever des défis environnementaux, sociaux, de santé publique ou de développement pour lesquels elle n'a ni les compétences ni les ressources et pour lesquels d'autres institutions existent ou d'autres approches sont nécessaires.

Pour l'UNICE, les priorités dans un nouveau cycle large sont :

- ? le développement d'un cadre de référence pour l'investissement international direct dont les bienfaits sont largement reconnus et que tous les membres de l'OMC cherchent à attirer,
- ? la poursuite de l'ouverture des marchés de services qui est un facteur puissant de développement,
- ? la simplification et l'harmonisation des procédures commerciales et douanières et
- ? la réduction des obstacles tarifaires et non-tarifaires aux échanges.

Des avancées dans ces domaines, ainsi que sur l'autre sujet de l'agenda intégré, l'agriculture, permettraient de libérer, dans l'intérêt général, un important potentiel économique de croissance.

En vue de réduire les discriminations qui caractérisent certains marchés et d'éviter des utilisations abusives de mesures commerciales à des fins protectionnistes, l'UNICE espère également d'un nouveau cycle des progrès en matière de libéralisation des marchés publics, clarification des liens entre commerce et environnement, réduction des barrières au commerce électronique, mise en œuvre de l'accord sur la propriété intellectuelle, amélioration des règles du mécanisme de règlement des différends, harmonisation des procédures de mise en œuvre de l'accord anti-dumping et transparence du fonctionnement de l'OMC*.

L'UNICE est résolue à poursuivre vigoureusement son action pour faire de la conférence de Doha un succès. Elle attend que tous les acteurs concernés, gouvernementaux ou non, fassent de même. Le temps presse!

* Ses positions détaillées en la matière sont disponibles sur le site internet de l'UNICE <www.unice.org>